



**ADMINISTRATION DE PILOTAGE
DES LAURENTIDES**

(Constituée en vertu de la Loi sur le pilotage)

**LAURENTIAN PILOTAGE
AUTHORITY**

(Established under the Pilotage Act)

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

en dollars canadiens	AU 30 JUIN 2017	AU 31 DÉCEMBRE 2016
<u>ACTIF</u>		
Courant		
Trésorerie	8 101 047 \$	10 970 651 \$
Créances	11 244 223	11 534 302
Placements à court terme	5 038 508	5 024 126
	<u>24 383 778 \$</u>	<u>27 529 079 \$</u>
Non courant		
Immobilisations corporelles	16 082 971 \$	14 952 170 \$
Immobilisations incorporelles	302 187	377 253
Total de l'actif	<u>40 768 936 \$</u>	<u>42 858 502 \$</u>
 <u>PASSIF</u>		
Courant		
Créditeurs et charges à payer	12 120 618 \$	13 188 272 \$
	<u>12 120 618 \$</u>	<u>13 188 272 \$</u>
Non courant		
Avantages du personnel	328 438 \$	340 032 \$
Avantage incitatif à la location	186 460	200 272
Total du passif	<u>12 635 516 \$</u>	<u>13 728 576 \$</u>
 <u>CAPITAUX PROPRES</u>		
Bénéfices non répartis	28 133 420 \$	29 129 926 \$
	<u>28 133 420 \$</u>	<u>29 129 926 \$</u>
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES	<u>40 768 936 \$</u>	<u>42 858 502 \$</u>



**ADMINISTRATION DE PILOTAGE
DES LAURENTIDES**

(Constituée en vertu de la Loi sur le pilotage)

**LAURENTIAN PILOTAGE
AUTHORITY**

(Established under the Pilotage Act)

**ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)**

en dollars canadiens	TROIS MOIS TERMINÉS LES 30 JUIN		SIX MOIS TERMINÉS LES 30 JUIN	
	2017	2016	2017	2016
<u>Produits</u>				
Droits de pilotage	23 328 922 \$	20 369 284 \$	43 244 302 \$	40 481 455 \$
Autres produits	37 985	51 143	78 448	95 978
	<u>23 366 907 \$</u>	<u>20 420 427 \$</u>	<u>43 322 750 \$</u>	<u>40 577 433 \$</u>
<u>Charges</u>				
Honoraires de pilotage	19 102 825 \$	16 619 282 \$	35 384 807 \$	32 577 100 \$
Coût d'exploitation des bateaux-pilotes	2 582 127	2 196 021	5 293 927	5 030 949
Salaires et avantages du personnel	1 064 235	903 308	2 033 567	1 879 110
Services professionnels et spéciaux	607 296	378 378	1 073 810	698 867
Loyers	93 662	90 658	187 772	185 351
Services publics, fournitures et approvisionnements	63 969	33 137	145 684	131 104
Transports, déplacements et frais d'accueil	41 138	16 356	71 745	34 117
Communications	20 028	22 192	40 308	36 291
Entretien	(2 569)	28 013	6 879	69 630
Frais financiers	2 993	3 098	5 030	6 196
Autres charges	45 044	31 718	75 727	74 898
	<u>23 620 748 \$</u>	<u>20 322 161 \$</u>	<u>44 319 256 \$</u>	<u>40 723 613 \$</u>
<u>Résultat global pour la période</u>	<u>(253 841) \$</u>	<u>98 266 \$</u>	<u>(996 506) \$</u>	<u>(146 180) \$</u>



**ADMINISTRATION DE PILOTAGE
DES LAURENTIDES**

(Constituée en vertu de la Loi sur le pilotage)

**LAURENTIAN PILOTAGE
AUTHORITY**

(Established under the Pilotage Act)

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

en dollars canadiens	TROIS MOIS TERMINÉS LES 30 JUIN		SIX MOIS TERMINÉS LES 30 JUIN	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfices non répartis au début de la période	28 387 261 \$	27 345 736 \$	29 129 926 \$	27 590 182 \$
Résultat global de la période	(253 841) \$	98 266 \$	(996 506) \$	(146 180) \$
<u>Bénéfices non répartis à la fin de la période</u>	<u>28 133 420 \$</u>	<u>27 444 002 \$</u>	<u>28 133 420 \$</u>	<u>27 444 002 \$</u>



ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

en dollars canadiens	TROIS MOIS TERMINÉS LES 30 JUIN		SIX MOIS TERMINÉS LES 30 JUIN	
	2017	2016	2017	2016
<u>ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</u>				
Résultat global de la période	(253 841) \$	98 266 \$	(996 506) \$	(146 180) \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets générés par (utilisés pour) les activités opérationnelles :				
Amortissement	192 053	259 518	402 917	516 183
Variation de la tranche à long terme des avantages du personnel	(7 534)	6 175	(11 594)	22 140
Variation de la tranche à long terme de l'avantage incitatif à la location	(6 906)	(6 906)	(13 812)	(13 812)
Perte (gain) sur cession d'actifs	-	-	-	(250)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement :				
Variation des créances	(2 946 719)	(243 586)	290 079	350 163
Variation des créditeurs et charges à payer	2 175 313	919 775	(1 067 654)	(64 935)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(847 634) \$	1 033 242 \$	(1 396 570) \$	663 309 \$
<u>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</u>				
Achat net de titres de placement	(2 091) \$	- \$	(14 382) \$	- \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(35 052)	-	(1 458 652)	(18 786)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	-	-	-	250
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(37 143) \$	- \$	(1 473 034) \$	(18 536) \$
<u>TRÉSORERIE</u>				
Variation de la période	(884 777) \$	1 033 242 \$	(2 869 604) \$	644 773 \$
Solde au début de la période	8 985 824	7 276 582	10 970 651	7 665 051
<u>SOLDE À LA FIN DE LA PÉRIODE</u>	8 101 047 \$	8 309 824 \$	8 101 047 \$	8 309 824 \$

**Notes afférentes des états financiers intermédiaires (non audités)
(en dollars canadiens)**

1. Statut et activités

L'Administration de pilotage des Laurentides, constituée en 1972 en vertu de la *Loi sur le pilotage*, a pour mission de mettre sur pied, de faire fonctionner, d'entretenir et de gérer, pour la sécurité de la navigation, un service de pilotage efficace dans certaines eaux canadiennes sises dans la province de Québec et certaines eaux limitrophes. La Loi prévoit que les tarifs des droits de pilotage doivent permettre le financement autonome des opérations de l'Administration et être équitables et raisonnables. L'Administration n'a pas recours aux crédits parlementaires.

L'Administration est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. L'Administration n'est pas mandataire de sa Majesté et elle est exemptée de l'impôt sur le revenu.

2. Base d'établissement

L'Administration de pilotage des Laurentides (ou l'« Administration » ou l'« APL » ou « Société ») établit ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), lesquels intègrent les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les présents états financiers ont été préparés conformément aux IFRS applicables pour la préparation d'états financiers intermédiaires, notamment la norme IAS 34, « Information financière intermédiaire ». Les présents états financiers ne présentent pas toutes les informations financières que doivent contenir les états financiers annuels et doivent être lus avec les états financiers annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016.

Le Comité de vérification de la Société a recommandé l'approbation des présents états financiers intérimaires pour publication le 22 août 2017.

Le second trimestre d'exploitation de l'Administration est normalement représentatif de l'année complète en termes de nombre d'affectations (plus de 23% des affectations totales de l'année 2016 furent effectuées durant le second trimestre 2016). Cette période coïncide avec la réouverture de la Voie maritime du St-Laurent, fermée à toute navigation maritime entre la fin de décembre de chaque année et la fin mars de l'année suivante. La structure de coûts de l'Administration est en grande proportion composée de coûts qui varient avec ses revenus, atténuant donc l'impact économique de possible ralentissement d'activités.

**Notes afférentes des états financiers intermédiaires (non audités)
(en dollars canadiens)**

3. Principales conventions comptables

Les états financiers intérimaires de l'Administration de pilotage des Laurentides au 30 juin 2017 ont été dressés en fonction des méthodes comptables présentées à la note 4 des états financiers annuels audités de la Société au 31 décembre 2016. La note 3 de ces états financiers annuels audités peut également être consultée afin d'y voir les normes comptables courantes et futures.

4. Engagements

L'Administration loue des espaces de bureaux et certains équipements de bureau. Les paiements à effectuer au 30 juin 2017 au titre des contrats de location simple non résiliables se présentent comme suit :

Moins de 1 an	447 132 \$
Entre 1 et 5 ans	1 811 408
Plus de 5 ans	<u>1 579 257</u>
	<u>3 837 797 \$</u>

De plus, l'Administration a conclu des ententes pour des services légaux, des services informatiques et des dépenses connexes aux services de pilotage. Au 30 juin 2017, les montants estimatifs à payer sont :

Moins de 1 an	1 128 508 \$
Entre 1 et 5 ans	2 319 678
Plus de 5 ans	<u>----</u>
	<u>3 448 186 \$</u>

5. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses activités, l'Administration est assujettie à diverses réclamations ou poursuites judiciaires. Deux avis de litige liés à une entente contractuelle totalisant 1 244 284 \$ ont été déposés auprès de l'Administration. À ce jour, ces réclamations ont été référées à un arbitre, en conformité avec l'entente contractuelle intervenue entre les parties.